

DSNA
Direction des Opérations

MARCHÉ DE SERVICES

Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

2025-CRNASE-001

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

Type de contrat

Marché ordinaire de services

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

DIFFUSION INITIALE

DESTINATAIRE(S)	COPIE(S) POUR INFORMATION
Candidats « 2025-CRNASE-001 »	

VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

Nom	Fonction / Entité	V / A	Visa
Martine LEBIGRE		V	
Pierre DURIEZ		A	

MAITRISE DOCUMENTAIRE

Référence : 2025-CRNASE-001 Classement et archivage du document Fichier :	
---	--

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

Historique du document

Version du document	Date de rédaction	Raison de l'évolution	Auteur
V0R1		Version de travail	Martine LEBIGRE
V0R2		Versions relectures	Martine LEBIGRE
V1R0		Version pour publication	Martine LEBIGRE

SOMMAIRE

- 1. OBJET DU CONTRAT.....4
- 2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....5
- 3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D’EXÉCUTION5
- 4. RÉALISATION DES PRESTATIONS8
- 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE 10
- 6. LITIGE ET SANCTIONS 15
- 7. FIN DU CONTRAT 18

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

1. OBJET DU CONTRAT

1.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)

Le marché a pour objectif de réaliser :

- Une visite de maintenance de type 5, conformément aux prescriptions du constructeur sur un groupe 2000 kVA 16V4000
- Remplacement des dilatoflex du circuit de refroidissement

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est situé dans les locaux du CRNA/SE - 1 rue Vincent Auriol - Aix en Provence.

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par la personne publique fait seul foi ;
- la directive PSSI Niv 3 Exigences marché version V3R1 ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du contrat.

1.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de la DSNA, représenté par Guillaume BLANDEL ou ses représentants.

Adresse et coordonnées :
Direction des Opérations
9 rue de Champagne
91200 Athis-Mons

Le Pôle Achat DSNA antenne DO est le service chargé de passer le marché au nom de la Direction des Opérations pour le centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/SE).

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

■ Modalités d'attribution :

Le contrat est mono attributaire.

3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Délais d'exécution :

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **9 mois** à compter de l'ordre de service de démarrage.

■ Délais de remise des documents :

Dans un délai maximum de 30 jours à l'issue de l'exécution des prestations, le titulaire doit remettre en 3 exemplaires un rapport comportant les pièces suivantes :

- Compte-rendu de l'intervention, description des actions, pièces en usure, état général de la machine
- Préconisations d'éventuels travaux nécessaires

PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

3.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ Variation des prix :

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

3.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

■ Délais de paiement :

Les paiements s'effectuent selon les règles de la comptabilité publique après certification du service fait. Le mode de règlement est le virement par mandat administratif avec mise en paiement sous 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le comptable secondaire ou de la date de fin d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure. Tout retard de paiement dans les délais prévus donnera lieu de plein droit et sans autre formalité, au versement d'intérêts moratoires.

■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ Présentation des demandes de paiement :

Outre les mentions légales les demandes de paiements devront comporter le numéro du marché.

Les demandes de paiement sont à libeller au nom du service émetteur de la commande. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 a fixé la mise en œuvre de la facturation électronique pour tous les fournisseurs de l'Etat à compter du 1er janvier 2020.

Au regard du dispositif ci-dessus, le titulaire du présent marché est soumis à l'obligation de facturation électronique.

Après exécution des prestations, il appartient au titulaire de déposer sa facture annuelle à terme échu, sur le portail CHORUS Pro, à l'aide du numéro SIRET de la DGAC (12006401900074), du code service exécutant du CRNA/SE (46) et du numéro d'engagement juridique transmis avec le courrier de notification. Attention à cocher « NON » dans la zone « le destinataire est-il un service de l'Etat ? » (La DGAC est bien un service du Ministère de la Transition Ecologique, mais il n'est techniquement pas reconnu comme service de l'Etat dans le portail Chorus Pro).

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le numéro SIRET de la DGAC 12006401900074
- le code du service exécutant **(46)**
- le nom et l'adresse du titulaire
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique communiqué au moment de la notification)) et son objet
- le numéro de la facture
- la date d'exécution des prestations
- la dénomination précise des prestations
- le prix unitaire hors taxes des prestations
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le montant TTC
- la date d'établissement de la facture
- le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique).

■ Périodicité des paiements :

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Comptable assignataire des paiements :

Agent Comptable Secondaire du BACEA Aix-En-Provence

1 rue Vincent Auriol
AIX-EN-PROVENCE
13617

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

■ Intérêts moratoires :

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

4. RÉALISATION DES PRESTATIONS

4.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Point de départ des délais :

Les prestations commencent à courir à compter de la date indiquée dans l'ordre de service portant lancement des prestations.

4.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

■ Opérations de vérification du service fait :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications à l'issue de la période de prestation de service. Si aucune décision n'est notifiée, le service est réputé admis à la fin de la période constatée.

Si la quantité réalisée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de compléter la prestation de service dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité réalisé et l'attestation de service fait, l'attestation est rectifiée et signée par les personnes en charge du service pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les prestations de service ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être rectifiées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter la prestation qui contient des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

4.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes :

- Démarche de l'entreprise sur le traitement des déchets
- Mesures de compensations des émissions carbone proposées dans l'exécution des prestations (par

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

ex : flotte de véhicules propres, regroupement ou optimisation des trajets lors des maintenances etc...)

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

■ **Transport décarboné :**

Le titulaire s'engage à privilégier dans la mesure du possible le recours au transport décarboné pour la livraison des produits nécessaires à la réalisation des prestations objet du contrat.

■ **Clause environnementale BEGES :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes :

En application de l'article L 229-25 du code de l'environnement, les entreprises de plus de 500 salariés en métropole et les entreprises de plus de 250 salariés en outre-mer ont l'obligation d'établir un BEGES et un plan de transition tous les quatre ans. Ainsi, si le Titulaire du marché est soumis à cette obligation, il adresse à l'Acheteur dans le mois qui suit la notification du marché, le BEGES et le plan de transition en cours de validité. A l'expiration de ceux-ci et si la durée de validité du marché n'est pas achevée, le Titulaire fournit à l'Acheteur la mise à jour du BEGES et du plan de transition.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

4.4. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen DSNA :**

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de procéder à des modifications sous la forme de clauses de réexamen selon les modalités suivantes :

CLAUSE DE REEXAMEN PAR MODIFICATION :

- le réexamen des clauses du contrat afin d'intégrer des évolutions techniques intervenant dans son périmètre ;
- le réexamen des clauses du contrat afin d'intégrer des évolutions administratives non prévue initialement ;
- le réexamen de l'annexe financière afin d'intégrer des prestations/matériels non prévues initialement ;
- le réexamen des clauses du contrat en cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charges, totales ou partielles, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournies par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.). Le titulaire fournit à ce titre les justificatifs nécessaires (surcoût, facture, etc.). La mise en œuvre de cette clause de réexamen est limitée dans le temps.

La mise en œuvre des clauses de réexamen donne lieu à une modification du contrat signé par les deux parties.

CLAUSE DE REEXAMEN PAR ORDRE DE SERVICE pour la révision des prix :

- En cas de suppression d'un indice en cours d'exécution du contrat. Si un nouvel indice lui est substitué et que cette disposition s'impose aux parties, cette substitution, ses modalités et sa date d'application seront constatées par simple ordre de service,
- En cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du contrat (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charges, totales

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

ou partielles, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournies par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.). Le titulaire fournit à ce titre les justificatifs nécessaires (surcoût, facture, etc.). La mise en œuvre de cette clause de réexamen est limitée dans le temps.

L'ordre de service est envoyé via la plate-forme de la Place. A défaut de réponse dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition de l'ordre de service sur le profil de l'acheteur (LA PLACE), les nouvelles modalités portées sur l'ordre de service sont réputées acceptées par le titulaire et s'appliquent. En cas de désaccord, le titulaire saisit l'acheteur dans le délai de 8 jours décrit ci-dessus par le biais de la PLACE. Les parties mettent tout en œuvre pour trouver un accord.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

■ **Langue :**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectue en français.

5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

A défaut, le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au contrat, aux frais et risques du titulaire.

■ **Obligation liée au règlement EURATOM :**

Pour l'exécution du contrat, le titulaire est soumis aux obligations prévues par le règlement Euratom, CE n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 concernant les contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission en vue de protéger les intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités et par le règlement UE n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par la Commission européenne antitrust (OLAF) et aux articles 285 à 287 du traité de Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) - contrôles conduits par la Cour des comptes européenne. Ces dispositions permettent à l'Agence CINEA (European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency), à la Commission, à l'Office européen de lutte antitrust (OLAF) ainsi qu'à la Cour de comptes européenne d'exercer des contrôles, enquêtes et audits financiers vis-à-vis du titulaire et de ses sous-traitants dans l'hypothèse où la DSNA percevrait des subventions de fonds européens dans le cadre du présent contrat. La DSNA s'engage à informer le titulaire de toute attribution de financement à la DSNA par la Commission Européenne pour le présent contrat.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

■ **Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité :**

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, l'acheteur rappelle au titulaire du marché qu'il doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à cet égard communiquer à l'acheteur chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Aux fins de contrôle, l'acheteur pourra notamment demander au titulaire la communication des notes internes, du règlement intérieur rappelant les principes sus mentionnés.

En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités décrites à l'article *Pénalités*.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

5.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ Mesures de sécurité :

Contraintes de sécurité

Dès la notification du marché, le titulaire devra désigner un responsable d'affaires chargé de mener à bien, et dans les délais, l'ensemble du marché.

Un plan de prévention sera établi par écrit. Il définira les mesures à prendre et les consignes à respecter par le titulaire pour prévenir les risques liés aux interventions dans le CRNA/SE.

Le titulaire devra assurer lui-même sa propre sécurité vis-à-vis des installations électriques.

La consignation des appareillages électriques et tableaux électriques sur lesquels le titulaire sera amené à travailler sera réalisée par les personnels de la centrale électrique du CRNA-SE.

Les habilitations électriques des personnels qui interviennent pour le titulaire du marché devront être remises au chef du service technique du CRNA-SE au début du chantier.

Les travaux seront réalisés en parfaite coordination avec le CRNA-SE.

Sur le chantier, par ses travaux sur le site et ses propres installations, le titulaire est responsable de la sécurité et de la protection des personnels et des tiers. Il devra par conséquent mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur sécurité et à leur protection.

Les zones d'intervention seront obligatoirement balisées et interdites à la circulation des personnes étrangères au chantier.

Contraintes logistiques

Site opérationnel :

Les travaux seront réalisés du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00, en période de moindre trafic (du 15 octobre au 15 mars).

Le planning présenté par le titulaire dans son offre prendra en compte, outre les délais d'exécution, les délais nécessaires aux études préalables et aux approvisionnements.

Aucun retard dans l'exécution des tâches ne pourra être justifié par les indisponibilités, légales ou contractuelles, des personnes telles que congés, récupérations, maladie, défection, etc.

Le site du complexe aviation civile Villa Mignet, où se trouve le CRNA-SE, n'est pas ouvert au public. L'accès au site est restreint et réglementé par arrêté préfectoral.

L'accès au site est interdit à toute personne n'ayant pas fait l'objet, au préalable, d'une autorisation d'accès, matérialisée par la délivrance d'un badge.

Cette autorisation d'accès n'est pas automatique et est délivrée après enquête par la gendarmerie du transport aérien.

L'accès et la circulation sur le site sont contrôlés par une Brigade de Gendarmerie des Transports Aériens (BGTA) dont les locaux se situent à l'entrée principale du site.

Le titulaire s'engage à respecter les conditions particulières d'accès au site, et notamment les jours et les

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

heures autorisées pour son accès au site. Toutes les visites, interventions et /ou livraisons sur le site sont programmées en accord avec le CRNA-SE.

Sûreté

Le titulaire n'aura accès aux bâtiments techniques du site, uniquement en présence des personnels travaillant sur le site. Les sanitaires, point d'eau, douche ou autre commodité ne seront donc disponibles qu'en présence des techniciens.

Accès aux locaux opérationnels

Toutes les installations faisant l'objet du présent marché sont situées dans des locaux classés opérationnels du CRNA-SE.

Pour un chantier d'une durée inférieure à 15 jours, un badge journalier sera délivré chaque jour et ne nécessite pas une habilitation au préalable.

Pour un chantier d'une durée supérieure à 15 jours, il est nécessaire d'obtenir la délivrance d'un titre d'accès.

L'accès à ces locaux nécessite de détenir une habilitation spéciale et un titre de circulation matérialisé par un badge (code de l'aviation civile, articles R 213-3et R 213-3-1).

Cette habilitation, délivrée par le Préfet de police des Bouches du Rhône après enquête administrative, atteste que la moralité ou le comportement de la personne titulaire de cette habilitation ne sont pas contraires aux garanties requises au regard de la sûreté de l'État, de la sécurité publique, de la sécurité des personnes, de l'ordre public et ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité dans les zones réservées des aéroports ainsi que dans les installations de navigation aérienne. Elle a une portée nationale et a une validité maximale de 3 ans.

En raison du temps de traitement des demandes, le titulaire effectuera les démarches nécessaires à l'habilitation de tous les personnels, y compris les sous-traitants, devant intervenir au titre du présent marché, dès la notification de celui-ci. Les déclarations d'accès doivent être faites auprès du référent marché de l'acheteur une semaine auparavant.

En cas de refus de délivrance ou de retrait de l'habilitation d'un membre du personnel du titulaire, ou d'un de ses sous-traitants, intervenant au titre du présent marché, le titulaire devra pourvoir à son remplacement par un personnel de compétence et de qualification équivalente.

Le CRNA-SE doit s'assurer par ailleurs que l'intervention ou la présence de personnels externes à la DSNA n'induit pas de risque inacceptable sur la sécurité et la sûreté de ses opérations.

Le CRNA-SE sensibilisera les personnels du titulaire et de ses sous-traitants intervenants au titre du présent marché, à la démarche sécurité/sûreté mise en œuvre par la DSNA et le CRNA-SE afin que leurs actions et comportements n'aient pas d'influence directe sur le haut niveau de sécurité exigé pour la fourniture des services de la navigation aérienne.

L'obligation est faite au titulaire de ne faire intervenir que des personnes habilitées, sensibilisés et disposant des titres de circulation appropriés.

Règles de port et de restitution des badges

Les badges sont portés de façon apparente sur le site Mignet et dans les locaux opérationnels du CRNA-SE. Le contrevenant s'expose à une amende administrative.

Les badges seront délivrés chaque jour par la gendarmerie contre une pièce d'identité.

Toute perte ou vol d'un badge doit être signalé sans délai à la BGTA.

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

Réglementation et comportement

Le titulaire est responsable de son personnel et de celui de ses sous-traitants qui doivent se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables aux sociétés intervenant dans le bâtiment (code du travail, hygiène, sécurité incendie, etc.).

Le personnel d'intervention du titulaire et de ses sous-traitants est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- au respect du règlement intérieur, notamment l'interdiction d'introduction et de consommation de boisson alcoolisée, l'interdiction de fumer dans les locaux, etc...
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site (port d'un badge, circulation, stationnement,...).

Les interventions nécessitant la mise en œuvre ou l'utilisation de feux ou produits dangereux sont déclarées préalablement au responsable désigné (compétence opérationnelle ou support) et doivent obtenir le permis feu, selon les directives du plan de prévention. Il en va de même des autres types d'interventions susceptibles de provoquer des dérangements ou des déclenchements du système de sécurité incendie (poussière, vibrations, chaleur, etc.).

Le titulaire met en place et fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité, l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaires à la bonne exécution de ses prestations et notamment :

- l'outillage courant ou spécialisé nécessaire,
- les appareils de mesure et de contrôle,
- les équipements de manutention,
- les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages,
- les protections.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers.

L'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment les appareils téléphoniques, photocopieurs et télécopieurs, est interdit sauf en cas d'urgence professionnelle.

6. LITIGE ET SANCTIONS

6.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$. Avec : P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard
Autre pénalité	Indisponibilité $P = (V * R) / 30$; - P = le montant de la pénalité ; - V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ; - R = le nombre de jours de retard.
Non-respect clause environnementale	En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire 200,00 €

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Non-respect des principes de la République	<p>En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités suivantes :</p> <p>La DSNA notifie au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception via la PLACE la liste des non-conformités constatées.</p> <p>Le Titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour fournir à la DSNA entre autres les documents demandés, la preuve de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant de répondre aux obligations décrites dans le présent contrat.</p> <p>Si les non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de 21 jours calendaires, des pénalités peuvent être imposées par la DSNA. Le montant des pénalités est de 200 euros HT par jour calendaire de retard.</p> <p>200,00 €</p>
Remise de la documentation prévue au contrat	<p>En cas de retard dans la fourniture de la documentation prévue au contrat</p> <p>300,00 € par jour calendaire de retard</p>

6.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Indisponibilité :

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible. L'indisponibilité débute au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition à l'acheteur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à 60 jours ouvrées

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

$P = (V * R) / 30 ;$

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;
- R = le nombre de jours de retard.

■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

En cas de retard constaté dans les délais d'exécution des prestations, l'acheteur invite le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse probante du titulaire, les pénalités pour retard sont appliquées.

■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du contrat.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises> <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Marseille
31 Rue Jean François Leca
Marseille
13002

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

DSNA / DO	Objet	Maintenance W5 d'un groupe électrogène du Centre en Route de la Navigation aérienne Sud-Est (CRNA/SE)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-08-13	

7. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

■ Garantie :

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un an.

■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux mises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des mises en état.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 1.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Durée et délai* de l'article 4.1 du contrat déroge à l'article 13.1.1 du CCAG pour le point de départ

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 6.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 6.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 7 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 7 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG

📄 Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)